



RAPPORT ORAL de Patrice KANTARJIAN

Mes Chères et mes Chers camarades,

Nous voilà à l'ouverture du 58^e congrès de notre union départementale. Un congrès, c'est toujours un grand moment pour la CGT : un moment de retrouvailles, de fraternité, de vie démocratique et surtout de réflexion collective, d'analyse du chemin parcouru, et de mise en perspective de notre action et de notre fonctionnement dans un seul but : améliorer la vie des travailleurs.

Il me revient donc l'honneur d'essayer d'introduire nos débats. Bien sûr, mon propos ne pourra pas être exhaustif, et permettez-moi, dès maintenant de solliciter votre fraternelle indulgence à cet égard. Donc si j'oublie quelque chose, ne me grondez pas. Faites plutôt le choix de vous inscrire dans le débat, afin d'enrichir la connaissance et la réflexion des congressistes. Enfin, ce rapport tentera de ne pas réinventer l'eau chaude. Il s'inspire largement des écrits qu'ont pu produire les militants et les organisations de la CGT des Bouches du Rhône dans la période.

Nous sommes donc plus de 600, réunis pour ces 3 jours. 600 camarades, mandatés par leur organisation dans le but de contribuer à la réflexion collective, et faire les choix qui nous sembleront utiles pour la période à venir. Afin de préparer au mieux ce congrès, la Direction sortante a mis à notre disposition un document de réflexion. Bien sûr, lui non plus n'est sans doute pas exhaustif. Il propose et met en débat un certain nombre d'analyses de la situation dans laquelle nous sommes, mais aussi un certain nombre de pistes pour guider notre activité future.

Il a ainsi servi de base aux nombreuses assemblées générales réunies dans nos syndicats et nos unions locales pour préparer au mieux ces 3 jours d'échanges. Il nous revient donc de partager nos points de vue, à un moment où chacun mesure l'immensité des enjeux auxquels nous sommes confrontés.

En effet, ce congrès ne ressemble sans doute à aucun de ceux que nous avons pu vivre auparavant, tant la situation que nous vivons est inédite. Au moment où s'ouvrent nos échanges, chacun mesure combien ce dernier mandat a été complètement hors de l'ordinaire, ayant débuté par une pandémie mondiale, et s'achevant sur une menace de guerre généralisée comme nos générations n'en ont jamais connue.

I) Car, oui mes camarades, la guerre est là, et les conditions d'un embrasement général, voire de l'utilisation de l'arme nucléaire semblent se réunir. Cette guerre que le capitalisme porte en son ventre comme la nuée porte l'orage selon les mots de Jean JAURES. Cette guerre dont les travailleuses et les travailleurs sont les seules victimes. Cette guerre dans laquelle aucun des nôtres n'y a un intérêt quelconque.

Car cette guerre, mes camarades, n'a pas débuté avec l'ordre lancé par Vladimir POUTINE d'invasion de l'Ukraine, par les forces armées Russes. Elle a démarré bien plus tôt avec la débâcle américaine en Afghanistan et la grande recomposition des forces mondiales, sur fond de flambée du dollar et donc des prix de l'Energie. L'OTAN, l'union européenne et les USA portent une lourde responsabilité dans l'escalade guerrière. La rupture de l'engagement de non-extension de l'OTAN par la candidature orchestrée de l'Ukraine est sans doute la véritable déclaration de guerre. Et lorsque le 24 mars, Joe BIDEN s'invite au conseil européen, il ne s'agit plus de retrouver le chemin de la paix en Ukraine, mais plutôt de parvenir à l'écrasement de la Russie. Dans les colonnes de

« l'Humanité », le général Desportes a montré comment la livraison massive d'armes lourdes et sophistiquée à l'Ukraine par tous les pays occidentaux, y compris la France, ne peut qu'amener le risque que les dirigeants Russes, aculés, utilisent le feu nucléaire.

Ainsi, les explosions provoquées sur les réseaux Nord Stream 1 et Nord Stream 2 montrent que ce sont bien les questions d'approvisionnement énergétiques qui sont au centre du conflit, alors que les « majors » du pétrole battent tous leurs records de bénéfices, et qu'on prépare les populations à la « sobriété », c'est-à-dire à crever de froid. Cette guerre a déjà causé trop de souffrance aux populations Russes et Ukrainiennes, trop de victimes des 2 cotés, trop de morts. La loi martiale en Ukraine restreint déjà considérablement les droits des travailleurs. Ils sont parmi les plus durement touchés par la guerre et l'OIT estime que 5 millions d'emplois ont été perdus. La situation des travailleurs russes à cette heure n'est guère meilleure, avec la remise en cause incessante de nombreuses garanties collectives dans le pays plus spécifiquement sur le droit à la retraite.

Non, les travailleurs et les populations n'ont aucun intérêt à ces guerres qui ne sont provoquées que par un capitalisme mondialisé prêt à tout pour maintenir ses profits. Cette guerre, comme toutes les autres, doit s'arrêter, pour laisser la place à de vraies politiques de coopérations entre les états.

Permettez-moi, ici, de saluer nos syndicats du GPMM et des ouvriers Dockers de Marseille et de Fos, qui, à l'appel de leur fédération, se sont rassemblés autour de grandes banderoles sur lesquelles étaient inscrit « Paix entre les peuples ». C'est de cette CGT dont nous sommes fiers. C'est cette CGT qui montre le chemin à suivre en Europe et partout dans le monde.

Car ailleurs aussi, le capitalisme provoque le malheur et la guerre. Ainsi, profitant que les yeux soient tournés au Nord, et profitant des livraisons de gaz Azéri aux pays occidentaux par la société SOCAR, le dictateur Turc Erdogan renoue avec l'idée d'une grande Turquie, de la mer Égée à la mer Caspienne en s'en prenant à Chypre, à la Grèce, et à l'Arménie. Il y a un an, c'était l'enclave arménienne du Haut Karabagh qui était envahie dans le feu et le sang. Aujourd'hui, c'est directement le territoire arménien qui est attaqué par l'armée Turque, conforté par le silence des Dirigeants occidentaux. Là aussi, les peuples Kurdes, Grecs, Chypriotes, et Arméniens ne doivent plus subir les convoitises du capitalisme panturquiste. Le peuple Kurde doit pouvoir vivre en paix sur son territoire. Et la CGT des Bouches du Rhône sera toujours au côté des travailleurs Kurdes pour exiger la libération de leur dirigeant Abdullah OCALAN. Là aussi la guerre doit s'arrêter.

Tout comme elle doit s'arrêter en Palestine où le gouvernement Israélien a relancé son offensive. Là aussi c'est tout un peuple qui est plongé dans la misère, qui est privé de liberté, qui est livré à la surexploitation des grands groupes. Pourquoi ne prendre aucune mesure de rétorsion à l'encontre d'un État qui bafoue le droit international et les droits humains fondamentaux ? Pourquoi ne pas décider, en lien avec les services de l'ONU, de protéger les locaux et les militants de ces organisations. Salah HAMOURI est l'un d'entre eux par exemple. Et bien, parce que l'ambiance générale pour faire peur, pour sidérer, pour droitiser et modifier les concepts de liberté, en amplifiant les sentiments et la mise en concurrence arrangent la plupart des grands dirigeants de la planète. Notre camarade Salah HAMOURI est à nouveau emprisonné. Il aura passé 7 ans en prison, simplement pour avoir plaidé la cause palestinienne. À ce jour, ce sont 250 personnes qui sont placées en, je cite, « détention administrative ». 250 dont 6 enfants. C'est insupportable, et là aussi nous œuvrerons jusqu'au bout pour que Salah soit libéré, tout comme Georges Ibrahim Abdallah incarcéré depuis 42 ans.

La guerre doit enfin s'arrêter contre Cuba. Car, même si, jusqu'à présent, le géant américain a échoué dans sa guerre militaire, il poursuit sa guerre économique en maintenant et amplifiant le blocus contre l'île. Cette guerre est purement idéologique, car les états unis ne supportent pas l'idée que, ne serait-ce qu'à un seul endroit du monde, dans un seul pays, on puisse remettre en cause le système capitaliste. Récemment, ce sont plus d'une quarantaine de nouvelles mesures qui sont

prises pour étendre le blocus, avec pour visée la famine pour le peuple Cubain. À cela s'est rajouté l'ouragan Yan et le malheur des flammes qui ont ravagé le dépôt pétrolier de Matanzas, lequel contribue, par l'intermédiaire de la centrale thermique de GUITERAS, à la production d'électricité pour la population cubaine. Au cours de ces dernières années, des liens d'amitié ont été tissés entre notre union départementale et la CTC. Nous avons dans ce cadre permis l'achat d'un stérilisateur à fruits, dans le but d'aider le peuple Cubain à diversifier son activité. Une nouvelle fois, nous vous proposons de mettre en œuvre notre solidarité financière pour venir en aide à nos camarades, que l'impérialisme américain tente d'asphyxier. Permettez-moi à ce stade, et en notre nom à tous, de saluer une nouvelle fois, la délégation de la CTC qui nous fait l'honneur d'être présente à notre congrès. Gloire à vous camarades.

Ce n'est ni à vous, ni aux délégués réunis ici que je vais apprendre que le capital est prêt à tout dans sa quête du profit. Et peu importe les malheurs, peu importe les morts qu'il inflige aux travailleurs. Dans un mois va débiter la coupe du monde de football au Qatar. Après 12 ans de silence, certaines voix se font entendre aujourd'hui sur les aspects immoraux de cette coupe du monde dont les installations se moquent des préoccupations environnementales qui secouent la planète. Elles font mine de s'indigner de la climatisation dans les stades, masquant mal les difficultés à payer les droits de retransmissions exorbitants demandés par les organisateurs. Bien peu de ceux-ci s'étaient manifestés pour dénoncer le fait que 8000 ouvriers ont payé de leur vie la construction de ces infrastructures. Bien peu avaient dénoncé le retour de l'esclavagisme organisé par le patronat international. La CGT était bien seule à avoir tenté d'arracher un minimum de droits pour ces travailleurs. Une délégation de la CGT s'était même rendue sur place. Mais peu de choses avaient changé, tant les forces de l'argent étaient puissantes. A l'approche des JO 2024 qui se dérouleront en partie dans le département, il sera important que la présence syndicale existe bien plus fortement.

Il y a 1 an, 27 personnes sont mortes en tentant de rejoindre l'Angleterre depuis Calais. 27 personnes, hommes, femmes, et enfants qui fuyaient la guerre et cherchaient une vie normale dans la paix. 27 personnes qui ont trouvé la mort ici, en essayant d'y échapper dans leur pays. Et ces personnes sont mortes dans des eaux où passent chaque jour des centaines de navires transportant les marchandises du capital. Le capital doit passer « quoiqu'il en coûte ». La Manche comme la Méditerranée sont devenues des cimetières.

Voilà l'Europe dans laquelle nous vivons. Celle qui compte près d'un quart de ses pays dirigés par des partis d'extrême droite. Une Europe forteresse qui met en scène des dizaines de familles bloquées par la police Polonaise, à la frontière Biélorusse dans un froid glacial. Une Europe où le capital est de droit divin, où le profit est un dogme, où le travailleur est un danger, où le syndicat est un ennemi. En crise profonde, le capital fonce désormais à brides rabattues se réfugier dans les bras criminels de l'extrême droite.

Incapable de répondre aux besoins des populations, la classe dominante est en train de rassembler les armes d'une mise aux pas autoritaire d'une masse d'exploités de plus en plus pauvre, et de plus en plus consciente des inégalités qui se creusent toujours. Alors que les travailleuses et les travailleurs sont toujours principalement inquiets pour leur emploi et leur santé, la classe dominante les inonde de la parole fasciste ; et pour ceux qui résistent, c'est la matraque.

Car le capital en crise sait bien que les régimes autoritaires qui règnent par la peur et la répression, sont les mieux à même pour protéger ses intérêts. Il s'accommode très bien des Trump, Bolsonaro, Orbán, Erdogan et consorts. Ainsi, en septembre dernier, c'est avec plaisir qu'il a dû construire l'élection de 73 députés du parti des « Démocrates de Suède » au parlement de Stockholm. Non pas pour saluer une avancée de la démocratie en Suède, mais pour saluer l'élection de ceux qui ont su changer de nom pour être présentables. Il s'appelait auparavant le « Parti du Reich Nordique ». Nul besoin ici de vous en détailler le programme.

Ce sont les mêmes mécanismes qui ont été mis en œuvre en Italie, avec les mêmes résultats. Le mois dernier, le parti néo-fasciste « Fratelli d'Italia » dirigé par Giorgia Meloni, gagnait les élections législatives en Italie. Avec 26% des voix, elle est arrivée en tête d'une coalition dans laquelle elle côtoie des alliés de premier choix : Silvio Berlusconi pour Forza Italia, et Matteo Salvini pour la Lega. Certes, ce n'est pas la 1^{ère} fois que l'extrême droite entre au gouvernement en Italie. Umberto Bossi, et Gianfranco Fini s'étaient déjà allié à Berlusconi. Mais pour la 1^{ère} fois, les néofascistes sont premiers, promettant la fin du revenu minimum, de l'IVG, de l'immigration, du droit de grève, etc. Elle ouvre ainsi la voie pour tous les pays d'Europe aux coalitions de droite et d'extrême droite. Comment à ce stade ne pas avoir une pensée pour nos camarades syndicalistes de l'USB ou ceux de la CGIL, dont le siège à Rome fut attaqué par des manifestants d'extrême droite il y a quelques mois en marge d'une manifestation anti-pass, et à qui nous avons envoyé un message de solidarité.

Mais l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite n'est pas une fatalité. C'est ce que nous avons exprimé en mai dernier au cours de notre manifestation régionale à Nice. Elle se nourrit de la désespérance construite par les politiques d'austérité menées par la plupart des gouvernements occidentaux, et notamment ceux guidés par la social-démocratie dont la responsabilité est lourde tant leurs renoncements sont source de souffrance. C'est ainsi que 30 % des Italiens ne sont pas allés voter, dans un pays où le vote est obligatoire. Ceci fait naturellement écho aux sommets d'abstention enregistrés dans notre pays lors des derniers scrutins.

Alors oui, le capitalisme mondialisé est organisé et coordonné, mais la réponse syndicale a du mal pour l'instant à pouvoir faire face. Il nous faudra donc poursuivre nos efforts dans ce sens-là. Lors de notre dernier congrès nous avons fait le choix de l'adhésion à la FSM. Il ne s'agissait alors ni de trouver la réponse à tous nos problèmes, ni d'obtenir un quelconque tampon de pureté idéologique. Il s'agissait simplement de nous doter d'un outil supplémentaire pour chercher des liens internationaux et faire face aux attaques qui nous sont portées.

Ainsi, des liens ont commencé à être tissés, comme par exemple avec nos camarades de la CTC à Cuba, ou ceux du PAME en Grèce. Une délégation de l'UD a d'ailleurs été invitée au Pirée et a pu adresser un message de fraternité aux dockers en grève. Mais ce sont aussi les liens que nous avons pu tisser qui ont permis une convergence des salariés du groupe multinational « Louvre Hôtel » lors de la grève des « Golden Tulip » de Marseille. 56 jours de grève face à un employeur puissant et obstiné. 56 jours au cours desquels la grève a pu s'étendre de Marseille jusqu'à Athènes. 56 jours où ces salariés ont salué le soutien sans faille de leur union locale de Marseille sud et de leur union départementale. Une déléguée me confiait à la fin, sans cet extraordinaire soutien, nous n'aurions pas tenu une semaine. Avec celle des salariés de l'hôtel intercontinental, cette lutte montre que les salariés de ce secteur sont prêts à s'organiser et se mobiliser pour défendre leurs droits. Notre union départementale est prête à les accompagner.

II) C'est d'ailleurs ce que nos organisations mettent en œuvre en permanence, respectant le principe que nous nous sommes donnés selon lequel, dans ce département, pas un travailleur ne se retrouvera seul face à son employeur.

Il m'est impossible, ici, de revenir sur toutes les luttes qui ont été menées par nos organisations dans la période. Que celles que je vais oublier m'en excuse, et profitent du temps de débat général pour compléter mon propos. Mais permettez-moi, à ce stade d'en évoquer quelques-unes, à commencer par ce formidable mouvement contre la réforme des retraites à points, probablement la plus violente réforme des retraites depuis la libération.

Tout le monde garde en mémoire ce 5 décembre 2019 avec ses 200 000 manifestants dans les rues de Marseille et un défilé interminable. Suivront de nombreuses manifestations de plus de 100 000 personnes, des piquets de grève innombrables, et les « barricades du port », RDV de toutes les convergences, avec en point d'orgue ce grand meeting unitaire sur la barricade elle-même. Une

succession d'initiatives si nombreuses qu'il est impossible d'en faire la liste, les matins, les après-midis, et même les nuits, où chaque fois, les travailleurs allaient à la rencontre d'autres travailleurs pour conforter leurs luttes ou pour faire entrer dans l'action ceux qui n'y étaient pas encore, comme par exemple ceux de la collecte des déchets à qui une autre organisation expliquait qu'ils ne seraient pas touchés par la réforme. Ainsi, la combinaison de la mobilisation des salariés, et de l'action parlementaire des députés insoumis en communistes a permis de tenir jusqu'à ce que le COVID donne une porte de sortie au gouvernement.

Il y a eu aussi les mobilisations dans la grande distribution où nos camarades ont dû faire face à 2 stratégies patronales différentes. Celle du groupe casino misant sur le travail du dimanche, l'extension des horaires d'ouverture, et l'automatisation, et celle du groupe Carrefour optant pour la mise en location gérance. Sur ces 2 aspects nos camarades ne lâchent pas et poursuivent leurs actions. Leur lutte leur a permis de repenser tous les aspects de leur métier, et de construire ainsi une base revendicative mettant en convergence toute la filière « de la fourche à la fourchette » comme ils nous l'ont expliqué lors d'un des Live Facebook organisé par l'union départementale.

D'autres camarades qui ne lâchent pas, ce sont les personnels des crèches et des écoles de la ville de Marseille. Depuis des années elles alertent sur le manque de personnels et la situation qui pèse lourdement sur la sécurité des enfants et leur bien-être. Elles ne cessent d'alerter sur le non-respect du taux d'encadrement à Marseille qui est le plus bas de France. Depuis près de 2 ans, elles luttent pour faire reconnaître la pénibilité de leurs métiers. Avec leur syndicat CGT elles font face, non seulement à leur employeur, mais aussi à d'autres intérêts prêts à toutes les compromissions pour sauver une situation d'interlocuteur privilégié de la Municipalité, quitte à desservir la cause des agents. Et la validation en conseil municipal le 8 février 2021 du protocole sur l'exercice du droit de grève n'a pas altéré leur motivation. Avec détermination, elles ont su contrer les campagnes calomnieuses et culpabilisantes de la mairie en créant les passerelles nécessaires avec les associations de parents d'élèves. Leur combat mérite toute notre attention et notre soutien. Qu'elles sachent que leur union départementale sera toujours à leur côté.

Comme elles, de nombreux syndicats ont lutté contre la mise en place des 1607h, issues de la Loi de Transformation de la Fonction publique, dans les collectivités, que ce soit à Miramas, Septème, Aubagne, Port St Louis, Martigues, d'autres encore, et bien sûr à la Métropole. Il y a un an, les personnels de la collecte des déchets de la Métropole entamaient un mouvement de grève qui, sous différentes formes, allait durer 82 jours. Pour la 1ère fois, les agents des 5 conseils de territoire ont mené la lutte ensemble avec leur syndicat CGT. Peu de choses leur ont été épargnées, que ce soit le mensonge, l'intimidation, avec des nervis faisant le tour des centres pour faire reprendre le travail. Eux aussi ont été frappés par les réquisitions, auxquelles nous nous sommes peut-être, hélas, trop habitués dans le secteur de la santé, avec pour simple but de casser la grève. Fruit de leur courage et de leur détermination, l'accord arraché par nos camarades peut maintenant servir à tous puisque, après des mois de fausses informations, le préfet vient de valider ce que la CGT a obtenu. Notre syndicat a ainsi doublé le nombre de ses adhérents, et doit pouvoir se projeter avec confiance vers les élections professionnelles du mois de décembre.

A l'instar des postiers qui militent pour la réouverture des bureaux de poste, ou des cheminots qui ont gagné la bataille du triage de Miramas, d'autres luttes se sont déroulées dans le cadre de la défense des services publics. Je pense ici notamment à nos camarades de l'Energie qui après des mois de combat, ont terrassé Hercule. Ils ont su, y compris lors d'un autre Live Facebook, faire mesurer à toute la CGT les enjeux sur les populations mais aussi sur les activités industrielles qui étaient impliquées dans les projets Hercule et Clamadieu. Soyons conscients que leur victoire est un coup très dur porté aux projets du capital.

Cette période a bien évidemment été marquée par les mobilisations de nos camarades de la Santé. Percutés en premier chef par la pandémie mondiale, il a fallu à la fois qu'ils soignent et protègent sans relâche la population, tout en continuant à lutter contre la destruction de leurs

métiers. Nous n'oublions jamais qu'au moment où il les faisait applaudir tous les soirs à 20h, le gouvernement continuait à supprimer 5700 lits dans les services d'urgence. Ces travailleuses et travailleurs furent les 1ers à montrer la voie de la mobilisation au sortir du 1^{er} confinement. Et c'est une lutte perpétuelle qu'ils mènent pour exercer et défendre leurs métiers et leurs installations. Contre vents et marées, ils s'étaient donnés pour mot d'ordre de sauver les hôpitaux. Ils ont déjà sauvé celui de Ste Marguerite. Bravo les camarades.

Avec eux, d'autres travailleuses et travailleurs ont en charge de soigner les maux de la société, ce sont les travailleurs sociaux. Eux aussi font face à la financiarisation de leur profession avec son lot de statistiques et de tableaux Excel, et surtout son lot de déshumanisation. Cette évolution, cette perte de sens est source de beaucoup de souffrance chez ces personnels qui voient, comme tant d'autres, qu'on les oblige à faire du « mal travail ». Comment dès lors soigner les maux des autres quand on souffre soi-même ? Des milliers d'entre eux ont arrêté le travail à plusieurs reprises depuis décembre dernier, jusqu'à ces derniers jours où ils ont montré que leur colère était intacte, malgré le fait que des centaines d'entre eux soient toujours suspendus de leurs fonctions en vertu de la vraie fausse obligation vaccinale. Ils étaient d'ailleurs fortement mobilisés le 22 septembre dernier au côté des camarades de la santé.

Ces professions fortement féminisées nous amènent à constater que les questions d'égalité salariales et de droits des femmes ont pris une dimension nouvelle dans la société. Depuis le phénomène « Me Too » la résonance de ces questions s'est grandement renforcée, notamment dans une large partie de la jeunesse. Pour la CGT, il ne s'agit pas de participer à une guerre des femmes contre les hommes. L'approche de la CGT doit pouvoir montrer que le capital crée toutes sortes de divisions dans le monde du travail dans le but, en faisant pression sur les uns, de faire pression sur tous. Non, il n'est pas normal qu'une salariée gagne en moyenne 25 % de moins qu'un salarié. Non, il n'est pas normal que les grilles de rémunération soient plus faibles dans les métiers fortement féminisés. Non, il n'est pas normal que ce soit dans ces métiers que le temps partiel imposé soit le plus répandu, devenant parfois même la règle. Car il s'agit bien d'un enjeu de classe, où les intérêts de tous les salariés, femmes ou hommes, sont communs. Les attaques récentes contre le droit à l'avortement rentrent aussi dans ce cadre-là. C'est en ce sens qu'une motion sur le thème de la lutte contre toutes les discriminations sera proposée au vote du congrès.

Hélas, si j'ose dire, la précarisation du salariat n'est pas seulement le privilège des métiers féminisés. Et de nombreuses luttes ont été menées par nos syndicats. Parmi toutes ces luttes soulignons celle des AED et des AESH de l'éducation nationale qui, avec leur syndicat CGT ont été en pointe de ces combats. Avec là aussi son lot de répression comme nous le rappellent les sanctionnés du Lycée Victor Hugo à Marseille. Après des années de lutte, des avancées significatives ont été arrachées ces derniers mois, avec la possibilité de CDI pour nombre d'entre eux. Par leur action, nos camarades ont rappelé à tous les fondamentaux de notre syndicat. Oui, le syndicat est un outil de protection des salariés ; mettant à mal cette phrase que nous avons tous entendue, et peut être parfois prononcée : « tu te syndiqueras quand tu seras titulaire ». Car si le syndicat n'est plus vécu comme un lieu de protection des plus précaires, des plus vulnérables, de ceux qui en ont le plus besoin, à quoi sert-il ? Nos camarades nous ont rappelé combien le syndicat était utile et indispensable pour lutter contre la précarité. Ce sera l'objet de la 2^e table ronde que nous organiserons pendant ce congrès.

Car l'éducation nationale est bien un secteur où les attaques se sont multipliées. Face à une suite de réforme aussi profondes que rapides, nos camarades de la CGT Educ ont systématiquement répondu par la mobilisation, parfois en lien avec les élèves. Les mots de Blanquer, E3C, PARCOURSUP, sonnent comme des slogans. Nous en sommes à ce point où il n'y a plus assez d'enseignants pour recevoir nos enfants. La solution préconisée lors de la rentrée scolaire, c'est qu'en quatre jours, soit formé des « enseignants contractuels » livrés à des classes de trente élèves. On ne saurait faire pire pour dégouter dès les premières semaines des centaines de volontaires et

ainsi accentuer le déclassement d'une fonction enseignante dont on dit qu'elle est l'une des plus belles. Ce matin encore, nos camarades sont en grève et en manifestation contre une réforme de l'enseignement professionnel qui acte, avec le développement de l'apprentissage, que les enfants des classes populaires, les nôtres, ne sont qu'un vivier à préparer à l'exploitation. Ils font ainsi la démonstration que la meilleure façon de défendre le droit de grève, c'est encore de l'exercer.

Quant à nos camarades retraités, ils semblent infatigables. Ils tiennent fermement depuis des années une démarche unitaire avec 9 organisations. Ils ont multiplié les mobilisations pour l'augmentation des pensions, pour l'édition des fiches de pension, pour l'accès au transport gratuit. Ils sont systématiquement en convergence avec les actifs sur le principe qu'un actif d'aujourd'hui est un retraité de demain. Eux aussi montrent le chemin. Le 26 octobre à 11h ils se rassembleront devant le siège du MEDEF à Marseille sur la question des retraites complémentaires. Nous appelons donc toutes nos organisations à participer en convergence à ce rassemblement.

D'autres camarades ont lutté pour leur emploi, ce sont les camarades de la SAD. Nous pouvons, là aussi, saluer la mobilisation de l'ensemble de nos organisations, y compris sur les aspects financiers. Mais il faut avant tout saluer le courage de ces camarades qui, dès le 1^{er} jour, ont montré que le mot « résignation » ne sortirait jamais de leur bouche. Il leur a fallu protéger leurs outils et leurs locaux pendant des mois, réfléchir à des solutions alternatives, construire lesdites solutions, interpeller tous les décideurs possibles et imaginables, et gagner les financements et les coopérations pour concrétiser leur projet de SCIC. A leurs côtés, nous avons appris le fonctionnement de la Presse en France et ses particularités. Nous avons appris la loi Bichet. Nous avons surtout mesuré les enjeux de démocratie et d'émancipation que revêt leur activité dans le cadre d'un affrontement idéologique aigu entre le capital et le travail. Devenus CPMM, nos camarades, à contre-courant de l'air du temps, on même réouvert un kiosque à journaux dans le quartier de la Plaine. Bravo et merci les camarades.

Et puis il y eu la centrale de Gardanne. Comment exprimer la fierté qui est la nôtre d'avoir eu la chance de connaître et accompagner nos camarades centraliens tant leur combat est emblématique de tant de choses ? Il y a 4 ans, prenant le prétexte d'un contexte où il fallait surfer sur les questions environnementales, le Président Macron annonce la fermeture des centrales à charbon, pensant sans doute que la vague verte de l'opinion publique allait tout emporter sur son passage. C'était mal mesurer l'intelligence de nos camarades qui se sont attelés dans un premier temps à démonter systématiquement tous les arguments du camp d'en face. Partant du principe simple que les problèmes environnementaux viennent, non pas de ce qui rentre, mais de ce qui sort des usines et des cheminées, ils ont fait la démonstration éclatante de l'intelligence ouvrière en construisant un projet alternatif permettant de développer l'activité, prenant en compte la question environnementale, et forçant le respect de tous. Ce projet avant-gardiste s'articule en 3 volets : la piro-gazéification, la cogénération des combustibles solides de récupération, et enfin, la valorisation énergétique des déchets. Il a fallu ensuite porter ce projet, le faire connaître, l'imposer, jusqu'à le rendre incontournable. Dès lors plus rien ne sera épargné aux camarades. Aujourd'hui, tout en restant vigilants, le relevé d'engagements gagné en Préfecture en mai dernier, et les avancées qui en ont découlé, leur permet d'être largement optimiste pour l'avenir. Depuis le début, et à chaque étape, même si certains soutiens ont manqué, les camarades, avec leur union départementale et toutes ses organisations, avec leur fédération et de nombreuses autres fédérations et UD de la CGT, ont su créer les solidarités, mais aussi surtout les convergences d'intérêts, en particulier avec la fédération des ports et docks et les syndicats dockers et portuaires du département. À leur échelle, ils ont fait la démonstration parfaite de ce que peut être une CGT basée sur la double besogne, basée sur l'application des règles du fédéralisme, et qui construit et gagne les avancées sociales. Bravo et merci à vous, camarades.

III) Tous ces exemples doivent nous donner confiance à l'heure d'affronter les défis qui se présentent à nous.

La journée de grève est de manifestation du 29 septembre dernier a peut-être marqué la véritable sortie de la période COVID. Mais cette pandémie mondiale a marqué profondément la période en étant cause de nombreuses souffrances, mais aussi en étant le révélateur de nombreuses contradictions du système. Elle a fait voler en éclat la plupart des collectifs, et il nous faudra encore sans doute beaucoup de temps pour analyser l'impact qu'elle a eu aussi sur les individus. Quels effets auront ces mois de peur organisée, d'injonctions contradictoires comme « restez chez vous mais allez travailler », de couvre-feu, d'autorisation de sortie faites par soi-même, d'obligation facultative du vaccin ? Et partout est mis en œuvre, le fameux « en même temps » jupitérien, comme dans les hôpitaux où l'on recrute à la va vite tout en continuant à supprimer des lits et des postes. Un autre exemple est mis en œuvre aux finances publiques avec des restructurations simultanées que la Direction appelle « démétropolisations » et « nouveau réseau de proximité ». Il s'agit de décentraliser certains services, sans forcément en ouvrir d'autres. Bref, le « en même temps ». Résultat, on transfère des services de Marseille, et qui gèrent des contribuables de Marseille à... Aubagne ou La Ciotat pour, je cite « se rapprocher du contribuable ». Tout le monde sait bien que les contribuables de Marseille habitent tous à Aubagne ou La Ciotat. On croit rêver devant tant de génie. Mais le syndicat ne rêve pas, et il s'attèle à encore et toujours, travailler l'action commune des agents, des usagers, et des élus. Bref, de ceux qui sont confrontés aux réalités du quotidien.

De cette période aussi, le patronat a très vite su tirer profit, tout d'abord en faisant travailler des centaines de milliers de salariés, tout en les plaçant en chômage partiel. Puis, par la généralisation du télétravail ou du e-commerce qui semblent maintenant inscrits de façon durable. Les travailleurs de la Culture ont été particulièrement frappés, voire sacrifiés par le pouvoir en place. Pendant longtemps, ils se sont heurtés aux plus lourds interdits, non pas tant parce que le pouvoir considère leur activité comme secondaire, mais sans doute parce qu'il sait qu'elle est source de collectif, de cohésion, de réflexion, et au final d'émancipation populaire. Le désastre social dans cette profession déjà durement touchée par les réformes de l'assurance chômage est considérable. La culture, essentielle à l'émancipation et à la citoyenneté, doit pouvoir être garantie par la puissance publique.

Le document de réflexion qui vous a été proposé tente ainsi d'analyser cette période si particulière, et d'en tirer les enseignements nécessaires. La pandémie que nous traversons depuis 2019 a été le grand révélateur des contradictions du système capitaliste :

D'une part, parce que, sur la base du dumping social, les politiques de désindustrialisation successives des économies européennes depuis les années 1970 ont fait chuter la production de biens essentiels en Europe.

D'autre part, le système économique mondial est sensible à l'interruption des échanges du fait de la dissémination des chaînes de production sur toute la planète.

A ces éléments s'ajoute un constat : le travail industriel, joue un rôle central dans la création de la richesse sociale. Désindustrialisation et mondialisation sont les conséquences d'une même évolution du capitalisme pour continuer d'accroître ses profits sans permettre la réponse aux besoins. Il est donc urgent de réindustrialiser la France et de repenser l'organisation de la production. C'est pourquoi, les luttes pour la sauvegarde, le renforcement, et la création d'outils industriels, le maintien et le développement des services publics sont vitaux et essentiels.

Car cette crise est bien la conséquence des choix opérés depuis des années. Les gouvernements successifs ont organisé une crise des finances publiques par divers moyens, principalement en asséchant les recettes par des exonérations multiples et sans efficacité économiques. C'est bel et bien le capital qui coûte cher en confisquant les richesses produites par

le monde du travail avec une exigence toujours plus démesurée de rentabilité, une financiarisation, une privatisation et une marchandisation de l'ensemble des processus économiques et sociaux. Les politiques d'austérité, les réformes des 3 versants de la fonction publique sont des outils d'adaptation de l'action publique aux impératifs du capital au détriment de la réponse aux besoins de la population sans distinction ou discrimination. Chômage, pauvreté, désindustrialisation montrent que ces politiques sont en échec, et qu'il faut rompre d'urgence avec ces orientations destructrices.

Cette épidémie est devenue une crise sanitaire majeure à cause de l'état désastreux notre système hospitalier. Les différentes réformes (Loi HPST, Tarification à l'acte, loi Touraine avec Groupements Hospitaliers de Territoire, « Réforme » de la Fonction Publique, Plan « ma santé 2022 ») ont transformé l'hôpital public en entreprise devant maximiser sa production en diminuant sa masse salariale, indépendamment de ses missions de service public. Près d'une centaine d'hôpitaux et près de 70 000 lits ont ainsi été fermés en France au cours des 15 dernières années. À Marseille, ce sont 10 hôpitaux sur 14 qui ont été fermés. Dans le même temps ce système a été totalement désorganisé suite à l'abandon par l'état de ses prérogatives de régulation (articulation médecine de ville/médecine hospitalière, fin des gardes de nuit, etc...) Nous nous souvenons sans doute tous de ce tract édité par l'ensemble de nos syndicats de la santé sous le titre évocateur : « J'accuse ». On ne peut s'empêcher ici de faire la parallèle avec ce que les dirigeants du pays appellent « la dictature cubaine », seule « dictature » au monde à exporter, non pas des armes, mais des médecins !

Mais aujourd'hui, ce n'est pas seulement l'hôpital qui souffre, mais l'ensemble des services publics et la sécurité sociale qui ne peuvent plus jouer leur rôle de réduction des inégalités.

Nous l'avons mesuré dans cette crise, avec la poste qui faute de moyens, n'a pu assumer correctement sa mission première qui est l'acheminement du courrier ! Nous avons vu également la discrimination pour l'accès à la communication numérique, avec des élèves dans l'incapacité de suivre leurs cours à distance parce que leurs parents n'avaient pas les moyens financiers d'un accès numérique, ni même le matériel nécessaire. De même, depuis des années, la recherche publique, y compris fondamentale, est sortie des priorités des différents gouvernements. Nombre de chercheurs ont alerté sur la baisse des financements et la course à la publication. Quelques jours avant le 1^{er} confinement, les personnels des universités et de la recherche étaient d'ailleurs très fortement mobilisés contre la LPPR (Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche). Ceci a bien sûr très fortement affaibli notre capacité de réaction face à ce nouveau virus. C'est aussi pour cela que la CGT revendique la mise en place d'un grand pôle public du médicament.

Mais cette crise sanitaire a aussi cruellement révélé l'enjeu pour la société de reconnaître l'importance des services aux personnes dépendantes (personnes en perte d'autonomie, personnes handicapées, etc.). De même, les besoins en termes de capacité d'accueil de la petite enfance se sont révélés criants. Contre la marchandisation de ces services, nous demandons le renforcement de services publics et leur contrôle citoyen.

Malgré ces affaiblissements, la période a montré que si le pays a pu encore fonctionner, c'est en grande partie grâce à ses services publics. Ainsi, en dépit des difficultés, le courrier a été acheminé, les ordures ont été collectées, l'électricité n'a pas été coupée, les transports ont roulé, l'enseignement a été assuré, les malades ont été pris en charge, les finances ont été perçues et en partie distribuées ...

Tout ceci a largement été assuré par la prise de contrôle des personnels eux-mêmes, sur les processus, les priorités, et l'organisation du travail. Délaisant les statistiques, les tableaux excel, les procédures administratives inutiles, et retrouvant le sens de leur travail, les soignants ont fait du soin, les enseignants ont enseigné, et ainsi de suite. Tout le management lourd, improductif et soumis aux seules considérations comptables mis en place dans les dernières décennies a volé en

éclat. Cet enseignement majeur de la période ne doit pas être une parenthèse enchantée, mais le socle des orientations de demain.

Ainsi, la protection et la promotion des services publics doit être une priorité, dès aujourd'hui et pour demain. Ils sont les garants de notre santé, de notre éducation, bref, de notre avenir. Ils sont les meilleures armes contre les inégalités croissantes et les garants du respect des droits fondamentaux. Les protéger et les développer c'est revenir sur toutes les dernières réformes de rationalisation, et investir dans tous les domaines qui touchent aux droits fondamentaux de nos populations. Mais c'est aussi revaloriser les personnes qui y travaillent et leur donner les moyens d'agir en redonnant un vrai statut de fonctionnaire, protecteur de la garantie d'accès à tous.

IV) A l'inverse, Lorsque le candidat Macron annonce en 2017 « *nous allons transformer en profondeur et de façon durable la société française* », il s'agit de mettre à bas tout ce qui peut représenter un obstacle à l'accroissement du taux de profit dans une économie capitaliste en crise cyclique. Il prévoit ainsi de poursuivre les politiques menées depuis des décennies qui portent atteinte aux capacités de production, à l'indépendance et la souveraineté du pays, au service public, au système de protection sociale, et aux droits et garanties collectives des travailleurs.

Les attaques sur le raffinage entrent pleinement dans cette politique qui nuit gravement à la souveraineté du pays. En 1 mandat, la Macronie nous a fait passer de 14 raffineries à 8. L'envolée des prix du carburant, débutée bien avant la guerre en Ukraine sont le résultat direct de cette situation et du niveau élevé du dollar. Importer des produits raffinés est bien sûr plus cher que d'importer du brut. Mais il faut aussi ajouter le jeu de la spéculation qui entraîne les chiffres de profits faramineux année après année. La lutte des camarades raffineurs en est d'autant plus importante car elle porte aussi sur l'investissement sur les installations, et donc sur nos capacités industrielles.

De la même façon, les « Maison France Service » sont une des matérialisations de cette promesse de campagne du candidat Macron. Elles sont le résultat décennies de dépeçage du service public tel que les générations précédentes l'avaient gagné. En modifiant l'article 72 de la constitution, le Président Macron a ouvert la boîte de pandore en permettant aux collectivités territoriales de déroger dans la durée aux compétences que la loi leur attribuait, et donc à exercer des compétences différentes selon leur richesse et leur volonté. C'est ce qu'ils ont appelé « la différenciation ». La future loi 3DS doit dans ce cadre permettre la valse des compétences, et surtout leur privatisation, avec la bénédiction des préfets, devenus serviteurs, non plus de la République mais d'un gouvernement au service des riches.

C'est dans ce cadre qu'intervient le mensonge Macronien en voulant faire croire à la population et aux élus que pour combattre les déserts administratifs qu'ils ont créés, ils allaient implanter une maison France service par canton, omettant bien de dire qu'en huit ans, le nombre de cantons a été divisé par 2, passant de 4 000 à 2 072. Ces maisons sont des leurres installés par les préfectures, financées par la caisse des dépôts et la Poste, avec des accueils basiques et parfois virtuels, et des personnels mal formés, souvent contractuels, parfois même issus du service civique, et surtout non compétents pour renseigner ou traiter les dossiers des usagers. Leur implantation en zone rurale ou dans les quartiers populaires ne fait qu'aggraver les inégalités territoriales. Au moment où la pandémie a rappelé à tous que la République a tenu en grande partie par ses services publics et l'investissement de ses agents, cette politique irresponsable montre bien que le message du Président macron était bien de dire qu'il fallait sauver les profits, « quoiqu'il en coûte » aux pauvres.

Une 1^{ère} initiative rassemblant tous nos syndicats des différentes administrations et organismes impactés par ces Maisons avait été organisée. Il nous faudra sans doute poursuivre nos mobilisations à ce sujet.

Oui, cette période a permis au capital de s'organiser pour amplifier ses attaques et accélérer la destruction de toutes les politiques sociales redistributives. Conséquence de cela : des salaires historiquement bas, un sous-effectif permanent et une précarisation de l'emploi.

Depuis des décennies, différents dispositifs sont créés afin d'accorder au patronat des montagnes d'argent public. Nous vivons dans un pays riche où l'immensité des richesses est captée par quelques-uns et par quelques grands groupes. En France, cinq personnes possèdent autant que 27 millions d'autres, (40 % de la population). Les fortunes des milliardaires ne cessent d'atteindre des sommets toujours plus hauts : 236 milliards d'euros de plus, rien que pendant la pandémie et une augmentation sans précédent des profits du CAC 40, 137 milliards en 2021, 70 milliards de dividendes donnés aux actionnaires, c'est 10 milliards de plus qu'en 2019. Alors que la pauvreté bat déjà des records : 10 % de la population doit recourir à l'aide alimentaire, nous assistons à une augmentation des prix sans précédent de tous les postes : nourriture, énergie, transports, loisirs. C'est plus de 7 millions de personnes qui sont dépendantes des associations caritatives, dont de nombreux retraités. L'explosion de ces inégalités est devenue insupportable. Et tous les camarades qui ont participé aux distributions de colis alimentaires que l'union départementale avait organisé avec les secours populaire et l'AAPI en sont sortis bouleversés.

Oui les nôtres ont faim. Et le gouvernement nous prévient que bientôt ils auront froid, dit-il, à cause de la Russie, en omettant que depuis des années ils ont mis à sac l'entreprise publique et le statut de ces travailleurs, qui permettait à tous d'avoir accès au gaz et à l'électricité partout sur le territoire à des tarifs parmi les moins chers du monde. Ils ont livré ce secteur aux rapaces qui se sont gavé et qui ont multiplié les prix par 4, 5 et bientôt 10. Oui, nos camarades ont raison de porter, avec leur fédération, un Programme Progressiste de l'Energie, en reposant la question de la nationalisation du secteur.

Oui la question de la répartition des richesses est centrale en cette rentrée. Les questions d'augmentation des salaires, plus globalement des moyens d'existence, se posent donc avec force. La colère qui commence à s'exprimer va se développer, avec des frais qui se sont imposés aux foyers pour la rentrée scolaire, les impôts, l'inflation galopante, etc, Tout ça va engendrer des réactions, des colères que nous devons transformer en action, en mobilisation. Un sondage disait fin Aout que 70 % des Français s'attendaient à de grands mouvements sociaux tant les inégalités sont insupportables. Faisons que ces 70% n'attendent pas, mais construisent avec nous ou prennent part à ce grand mouvement social. C'est en ce sens que dès cet été nous avons annoncé une grande manifestation pour ce samedi 22 octobre « contre la vie chère et pour l'augmentation des salaires ». La situation de ces derniers jours vient valider cette proposition que nous avons faites aux autres composantes syndicales associatives et politiques. Comme depuis 10 ans, dans le respect de l'approche de chacun, nous battons le pavé ensemble pour exiger une autre répartition des richesses. Les évènements de ces derniers jours renforcent la nécessité que ce RDV soit une grande démonstration de force. Notre RDV est à 14h à Marseille en haut de la Canebière.

La violence de l'attaque sur l'assurance chômage témoigne aussi de cette volonté politique. Alors que l'urgence sociale devrait placer comme priorité l'augmentation des salaires, des pensions, et des minimas sociaux, MACRON et son gouvernement, entendent nous imposer encore de nouvelles cures d'austérité notamment avec la nouvelle réforme régressive de l'assurance chômage, une réforme que personne ne veut et qui va pénaliser des centaines de milliers de personnes : par la chute cruelle des indemnités, il s'agit de contraindre à accepter n'importe quel emploi, sans tenir compte de ses qualifications ni du niveau des rémunérations. La mise en « concurrence » entre travailleurs sur un marché capitaliste du travail atteint des sommets. Soit une nouvelle réforme punitive qui, par ricochet, va renforcer la précarité.

Toujours dans la même optique, le gouvernement voulait faire adopter « une nouvelle contre-réforme » des retraites par un amendement au budget de la Sécurité Sociale et en le faisant adopter de force, sans vote ni débat, selon le principe du 49-3. Mais après avoir envisagé son passage en

force, Élisabeth Borne a annoncé, jeudi 29 septembre, jour de grève interprofessionnelle, son nouveau choix dit « *de dialogue et de concertation* ». A été annoncée une période de discussion de trois mois pour un projet de loi qui devrait être voté avant la fin de l'hiver, pour une entrée en vigueur de la réforme à l'été 2023 ».

Toutefois, selon Olivier DUSSOPT, l'exécutif userait d'un projet de loi de financement de la Sécurité Sociale rectificatif, véhicule permettant de dégainer à volonté l'arme du 49.3 (Soit son adoption sans débats).

L'enjeu du droit à la retraite comme celui de l'allocation chômage comme toutes les allocations est d'une importance capitale. Les forces dominantes veulent les mettre en pièce partout pour améliorer encore les rentes du capital contre le travail. Obliger un allocataire du revenu de solidarité active (RSA) à accepter un travail en dehors des conventions collectives et pour une maigre indemnité revient à peser sur tous les salaires.

Ces nouvelles attaques s'inscrivent pleinement dans un projet lancé par Macron depuis plusieurs années : le Revenu Universel d'Activité. Il s'agit de la fusion de l'ensemble des minima sociaux – minimum vieillesse, RSA, APL dans la perspective d'en faire une protection d'État minimale en lieu et place de notre système de Sécurité Sociale qui continue d'être asphyxié par l'ensemble des dispositifs d'exonérations de cotisations sociales (soit 245 milliards de cotisations - et donc de salaires - volés chaque année) ! Le Revenu Universel d'Activité, c'est la mise à mort de notre système de Sécurité Sociale financée par les cotisations.

Il est urgent d'unir tous les travailleurs car nos destins sont liés. Le Revenu Universel d'Activité signe l'arrêt de mort, à la fois des régimes spéciaux mais également des statuts par l'envoi massif de travailleurs-bénévoles dans les services publics. Le travail forcé contre le RSA, en lieu et place des fonctionnaires, n'est pas une fiction ! Avec l'expérimentation Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée, les germes ont déjà été semés, notamment dans notre département où Martine Vassal vient d'annoncer à la presse ce mardi 20 septembre vouloir placer les Bouches-du-Rhône dans le peloton de collectivités qui souhaitent expérimenter le maintien du RSA sous condition de 15 à 20h de travail hebdomadaire. Cela concernerait 1000 allocataires du département sur 68000 bénéficiaires. Pour le gouvernement et le patronat c'est le moyen de pressurer l'ensemble des rémunérations du travail pour mieux rémunérer le capital. Une première réunion s'est tenue avec les secteurs, pôle emploi, comité des privés d'emploi et précaires, conseil régional et CAF : un 1^{er} communiqué a été diffusé.

Il y a quelques jours nous avons appris par voie de presse, la nomination de Christophe CASTANER comme Président du Conseil de Surveillance du GPMM. Très vite notre syndicat s'est exprimé en ces termes : « Cette annonce est très inquiétante tant sur la forme que sur le fond. Le Grand Port Maritime de Marseille, premier port de France, poumon économique de la région, fait face à des enjeux majeurs, économiques, géostratégiques et énergétiques. Celui-ci, par l'organisation de ses instances, se doit de répondre à ces défis, par la pérennité et le développement de ses activités ainsi que de ses emplois. La nomination de CASTANER ne contribue en rien à cet objectif. Imposer un tel choix est une provocation et un manque de respect envers tous les acteurs s'efforçant de développer et maintenir les activités ». À ce titre, un rassemblement a déjà eu lieu le 29 septembre à 9H devant le siège du GPMM et un préavis de grève reconductible, a été déposé à partir du 30 septembre. S'en est suivie l'annonce de l'arrivée de Stéphane RICHARD actuel PDG d'Orange, ancien Président de Veolia Environnement, au poste de Président adjoint du même conseil. Le passif social de Stéphane RICHARD dans ces entreprises vient renforcer la vigilance de nos camarades.

A ce stade, comment ne pas faire le lien avec les différentes venues du Président Macron au cours du mandat ? Souvenons-nous d'une ville dépeinte comme une zone de non droit, où le Trafic de la drogue et des armes est hors de contrôle, où les règlements de compte sont quotidiens, où tous les problèmes des écoles qui tombent en ruine viennent des « grèves des tatas ». Un « Marseille

Baching » au sortir du règne GAUDIN qui laissera uniquement dans l'histoire le souvenir du clientélisme, de la corruption, de la gabegie, et de la décadence. Lui et ses complices porteront pour toujours la cicatrice des 8 morts de la rue d'Aubagne. C'est dans cette ville en banqueroute, qui aurait été mise sous tutelle si elle n'avait pas été la 2^e ville de France, que Macron arrive avec ses financements et ses projets. Macron le sait. Et c'est là qu'il instaure la vraie mise sous tutelle de la ville par son plan « Marseille en grand », seul cadre dans lequel peuvent s'inscrire les financements dont la ville a tant besoin. Nous sommes ici à la limite d'une démarche colonialiste. Tu crèves ? T'as besoin de sous ? alors tu vas faire ce que je veux pour avoir cet argent. La situation des écoles étant une urgence absolue, c'est dans ce cadre que le plan « École du futur » est lancé. L'argent de la rénovation est donc conditionné à de multiples expérimentations qui ont pour fil conducteur, le fait de faire voler en éclat les statuts des personnels : Limitation du droit de grève, ATSEM seules en classe lors des dédoublements, recrutements locaux par les directions d'écoles etc.

Ainsi, missionné par ses amis de la finance pour offrir notre département au secteur privé, le Président Macron tente d'accélérer par tout moyen son remodelage. Tout doit y passer : éducation, logement, santé, transport, culture. Les menaces qui pèsent sur la RTM, avec TRANSDEV en embuscade font bien sûr partie de ce plan. Le souvenir de ce qui a été fait à la SNCM est dans toutes les mémoires. Quant au projet « EUROMEDITERRANEE », il s'occupe du reste : gentrification, activité portuaire, industrie etc. L'État n'est plus le garant de l'intérêt général mais il garantit du capital pour assurer sa rentabilité.

Nous l'avons dit à plusieurs reprises, les conséquences des politiques nationales se déclinent directement sur notre département. Ces 3 événements, les déclarations de Martine VASSAL, l'arrivée de CASTANER, et le plan « Marseille en grand » marquent une volonté de prise en main par la Macronie, et donnent raison aux analyses et aux combats que nous menons depuis plus de 10 ans. Nous avons donc besoin de travailler tous les liens et poser la totalité des enjeux car l'ensemble de nos activités vont être impactées. La montée en puissance de la Métropole, et la fusion de plus en plus plausible avec le Département font de ces enjeux, ceux de tous les syndicats de notre UD. En abordant cette période, nous pourrions nous appuyer sur certaines victoires comme celle des Éboueurs dont le préfet a reconnu le temps de travail, celle de la SAD basée sur les principes de la loi Bichet, celle de la Centrale qui a résisté à cette vague.

C'est pour cela que dans un premier temps, nous vous proposons la tenue de plusieurs réunions sous la même forme que celles que nous appelions « les réunions de dossiers ». Il nous faudra construire du commun entre toutes les organisations impactées par cette nouvelle étape de la « Métropolisation ». A partir d'une analyse partagée, il nous faudra construire les propositions et les cohérences revendicatives qui aident à la compréhension et à la mobilisation des salariés. Les points d'appui cités plus haut doivent nous permettre de montrer aux salariés qu'il est possible de changer les choses.

Nous proposons de matérialiser cette démarche au travers d'une plaquette comme nous l'avons fait avec notre « pacte de progrès social » qui pourrait constituer la feuille de route de notre union départementale. C'est aussi sur cette base que nous vous proposons d'interpeller la Présidente de la Métropole Martine VASSAL. Dans le même temps, cette démarche doit s'appuyer sur une série d'initiatives départementales qui pourront constituer notre plan de travail pour les semaines et les mois à venir. Nous aurons ainsi en point de mire le fait de gagner les rencontres nécessaires en Préfecture pour y imposer la parole et les revendications de la CGT.

Vous l'avez compris, c'est sur cette base que nous vous proposons de mettre toutes les organisations en ordre de bataille car l'affrontement sera rude tant il en va de notre avenir à tous. Ce sera sans doute le combat du mandat à venir. Nous vous proposerons d'ailleurs d'acter cet engagement au travers d'une motion qui sera soumise au congrès.

V) Cette fin d'été, a sonné comme un tocsin, révélateur d'un système capitaliste à bout de souffle. Un système qui, non seulement démontre désormais son incapacité à répondre aux besoins humains et aux défis de la nature, mais devient dangereux pour le devenir de l'humanité et de la civilisation. Les dérèglements climatiques menacent, tout comme les guerres économiques et militaires si proches de nous. Et ils se sont imposés de façon brutale dans les consciences de tous. Nous ne pouvons plus regarder ailleurs alors que la maison brûle. Et les regards semblent tétanisés par un phénomène que nous avons oublié dans notre région depuis la création du canal de Provence. Le manque d'eau n'est pas une fiction révolue.

Tout ça est dû à des responsables politiques, devenus fondés de pouvoir des intérêts des puissants, qui eux-mêmes se sont dotés de médias pour enseigner, populariser, vulgariser les dogmes néolibéraux faisant croire que leur politique est la seule possible. Il n'y aurait pas d'alternative. Une politique qui s'apparente à une véritable guerre sociale mondiale comme l'a décrite Bernard Thibaud, dévalorisant le travail en l'exploitant toujours plus, dépossédant les salariés de leurs droits, laminant et privatisant les services publics prétendument au nom de l'efficacité, faisant croire à l'inéluctabilité de la « compétitivité » dans la « concurrence libre » comme moyen de développement, mettant en cause la vie sur terre, dans les mers et polluant même l'espace.

Tout cet édifice commence à se fissurer sous nos yeux. Les forces du capital sont sur la défensive. On voit comment les médias au service de ces politiques, culpabilisent les citoyens pour mieux faire accepter une nouvelle phase d'austérité. Ils savent eux plus que d'autres que les tréfonds de la société sont en ébullition et que la colère sous-jacente pour se transformer rapidement en mouvement social immaîtrisable.

La sortie du président de la République, en début de Conseil des ministres fin août, a été abondamment commentée. L'expression « fin de l'abondance » a été à juste titre interprétée comme une véritable insulte pour les gens de peu. Mais une double lecture est possible. Celle d'un avertissement à son monde pour qu'il continue leur accaparement des richesses, mais en devenant moins ostentatoire. Il rejoint celui du grand gourou de capitalisme mondial, Klaus Schwab, président du Forum de Davos, qui, dans son récent livre utilise les mêmes mots. Il précise ainsi : « Lorsqu'un point de bascule est atteint, l'inégalité extrême commence à éroder le contrat social et se traduit de plus en plus par des comportements antisociaux (voire criminels) souvent dirigés contre la propriété... La consommation ostentatoire pourrait tomber en disgrâce ... En termes simples, dans un monde postpandémique assailli par le chômage, les inégalités insupportables et l'angoisse au sujet de l'environnement, l'étalage ostentatoire de richesse ne sera plus acceptable ». Et dans la série d'enfumage, voilà que Macron nous sort le coup du CNR, et la CGT a décidé de ne pas y participer. Empêtré dans ses difficultés, élu par une minorité de citoyens, battu aux élections législatives, conscient de la profonde crise actuelle, Le président invente donc un Conseil National de la Refondation. Une fois de plus, qu'en attendent les salariés : RIEN. C'est juste une insulte à notre valeureuse histoire et un dévoiement du sigle du Conseil National de la Résistance.

Pour tenir et détourner l'attention, l'extrême-droite sert d'épouvantail et de béquille au Système. Alors qu'une autre voie est possible : progressiste, démocratique, écologique, fraternelle. Des reculs conséquents peuvent leur être imposés. Si les syndicats singulièrement la CGT, les forces progressistes chacun dans leurs rôles, mais aussi ensemble savent trouver des équilibres pour servir l'intérêt du monde du travail dans des moments convergents et donnent dans ce moment particulier le sentiment d'ouvrir des perspectives, des conquêtes sociales, alors tout deviendrait possible. Car des points d'appuis existent, les mécontentements, des colères compte tenu du contexte économique, des luttes, nos forces organisées, certes à mettre en mouvement, et un contexte politique contrarié au regard de la composition de l'Assemblée nationale à la suite des dernières élections.

Pas dans un avenir idéalisé mais dans le présent, ici et maintenant à partir des revendications et surtout des besoins des populations et des travailleurs. La CGT a un rôle à jouer à donner espoir,

par ses propositions et dans une stratégie d'action compatible au moment donné et aux attentes de nos syndicats et nos organisations. Car la situation le demande.

Aujourd'hui, dans la jeunesse en particulier, pointe une conscience certes encore hésitante mais bien réelle, qu'il ne sera pas possible d'affronter victorieusement les colossaux enjeux ; climatiques, sociaux et démocratiques de notre époque sans mettre en cause le système d'organisation de la société qui, sans cesse les perpétue.

Si bien que se déploie un puissant débat et un combat, une guerre idéologique menée d'arrache-pied à tous les niveaux de la société Française et dont les grands médias sont les principaux artisans. Une lutte des classes où les forces de la conservation, et elles sont puissantes, font feu de tout bois pour sauver le système.

Les forces de transformation de gauche se cherchent et se déploient mais ont des soucis sur le sens commun à porter dans toutes ses dimensions, comme de leadership et quelque fois de polémiques, avec le fait de s'éloigner de l'essentiel des priorités par soucis d'exister. En ce moment la priorité devrait être à donner de la force à un combat qui se résume entre les exploités contre les exploités. Ce combat ne laisse au final que peu de place à l'eau tiède, même syndicalement dans cette période de clarification idéologique à tous les niveaux. Un combat entre l'ancien qui se meurt et le nouveau qui se cherche encore. Ce constat semble bien être la grande originalité du moment que nous vivons. De son issue dépend le passage ou non à un mode d'organisation supérieur de la société actuelle. Cette évolution normalement révolutionnaire, certains n'y croient plus, considérant que l'on a atteint la fin de l'histoire et que plus rien n'est possible. Pourtant, cette évolution trouve son origine dans les contradictions générées par le capitalisme dans sa phase actuelle : mondialisé, financiarisé, militarisé.

Et c'est dans ces contradictions qu'il faut nous engouffrer pour construire nos luttes d'aujourd'hui et de demain. Des centaines de millions de citoyens, de travailleurs du monde, commencent plus ou moins consciemment, à l'attribuer aux décennies de politiques favorisant la rapacité des marchés financiers et des oligopoles internationaux, à l'accumulation des richesses dans les mains d'une minorité de personnes.

Des forces sont disponibles dans la CGT pour mener cette bataille. Et c'est tout le sens de la démarche lancée par nos AG, et confirmée lors de notre comité départemental. Sans rien mettre en opposition, mais sans attendre non plus, cela nous a permis de construire des initiatives telles que « la marche pour l'emploi », les « assises du progrès social » à Martigues, ou « les 10 heures de la centrale » à Gardanne.

Car l'urgence est là, et il n'y a de solutions ni au dérèglement climatique en cours, ni à la croissance des inégalités, ni aux tensions guerrières mondiales, sans transformer profondément les systèmes productifs et de distribution, sans contester concrètement l'accaparement des richesses par une infime minorité, sans protéger et valoriser les biens communs avec de grands services et de grandes entreprises publiques, sans une protection sociale élargie jusqu'au cœur du système productif, sans une démocratie nouvelle irriguant les entreprises et les banques.

Pour inverser tout ça, influencer sur le cours des choses ne suffira pas, et seule les mesures pour élever le rapport de force doivent être à l'ordre du jour. Bref, les urgences invitent les travailleurs à s'engager dans la construction de processus d'action et de mobilisation et au syndicalisme CGT de se rendre disponible.

Non ils ne sont donc pas si bien que ça en face. Le problème c'est que nous non plus mais rien n'est irrémédiable. Dès lors que les fondés de pouvoir mettent la barre à ce niveau, le mouvement populaire, à commencer par les forces sociales, doivent hisser leurs capacités d'interventions, d'innovation et de créativité à la hauteur d'un affrontement qui oblige les syndicats, la CGT, à être à un certain niveau et prendre les mesures pour compenser nos faiblesses et les dispositions pour y remédier. Je pense entre autres à notre fameuse Vie Syndicale à réorienter vers des notions de « culture d'organisation », et à nos formations syndicales à revisiter profondément par exemple.

Le chantier qui s'ouvre devant nous est immense, et mettre la CGT « à la hauteur des enjeux » est le sens de notre 1^{ère} table ronde qui se tient cet après-midi sur le thème « quelle place de la CGT dans le mouvement social, et pour quels objectifs ». A la suite, une motion sur « le fédéralisme » sera proposée au congrès.

Georges SEGUY nous disait au sujet de Benoit FRACHON : « pour lui, l'organisation n'est pas, dans son essence même, préétablie. C'est la lutte, ou plus exactement chaque étape nouvelle de la lutte qui en détermine, outre la nécessité reconnue, (mais aussi) les formes particulières sans cesse en progression. ». Il nous rappelait simplement que la démarche de la CGT, et sa structuration, découlent d'une analyse précise de la société. Ainsi, cette lecture de la société capitaliste divisée en classes aux intérêts antagoniques implique, dans le but de l'émancipation totale, de viser à la transformation de la société. Cette démarche syndicale est donc basée sur la double besogne (défense des intérêts immédiats et transformation sociale). Et comme on ne peut pas, tout seul, transformer la société uniquement à partir de son entreprise, cette visée entraîne à son tour une structuration confédérée rassemblant l'ensemble du salariat, et un fonctionnement fédéraliste, ou l'autonomie de décision de chacun est consubstantielle de la recherche permanente du travail en commun et de l'union des forces. C'est ce que résume la devise « syndicat de classe, de masse, indépendant, démocratique ».

Mais nous savons depuis Marx que la classe n'existe que si elle a conscience d'elle-même. Elle est ainsi la masse qui a pris conscience de sa place, de son nombre, et des intérêts communs qui sont les siens. Pas de classe sans la masse. La question du renforcement est donc bien au cœur de toute notre démarche. Cette question doit être l'obsession permanente de toutes nos organisations et nos militants. L'érosion de nos forces organisées doit être vaincue. Et parce que, moins nous sommes nombreux, moins nous touchons de salariés, cela doit nous demander un effort hors de l'ordinaire pour nous déployer et aller à la rencontre de celles et ceux qui n'ont pas encore la chance d'être à la CGT. Nous devons donc redoubler d'initiatives dans ce sens, mais aussi enfin prendre à compte à la hauteur qui s'impose les temps de protocoles pré-électoraux dans les entreprises. Ils sont depuis la loi de 2008, la principale opportunité pour les salariés de rejoindre la CGT. Des compilations très fines ont été fournies à chaque union locale pour leur permettre d'anticiper. C'est un support destiné à toutes nos forces pour aller à la rencontre des nôtres dans ces moments-là.

Au final, la question des objectifs reste toujours posée. La CGT doit y répondre en inscrivant toutes les élections dans une démarche revendicative. Des élections importantes vont bientôt se dérouler, chez les cheminots, au port de Marseille, ou dans l'ensemble de la Fonction Publique. Chacun mesure l'enjeu colossal qu'elles portent, non seulement pour la CGT mais aussi pour tout le mouvement social. Quand la CGT est 1^{ère}, la vie des salariés est meilleure.

Nous connaissons depuis longtemps dans ce département l'interdépendance qui existe entre les activités industrielles et celles de services publics. Il est donc de la responsabilité de toutes nos organisations de mettre en œuvre l'inter-professionnalisation de ces élections. Nous sommes les seuls à pouvoir le faire, et c'est peut-être ce qui fera la différence, tant le besoin de rassemblement est fort chez les travailleurs dans la période. Ce sont près de 200 000 votants pour notre département. 200 000 que la CGT devra toucher. Certains syndicats ne pourront pas toucher l'ensemble de leurs sites, comme par exemple sur les 480 écoles de la ville de Marseille. Il faudra nous entre aider pour trouver le moyen d'aller à la rencontre de tous les personnels. Il nous faudra aussi construire des initiatives communes quand les problématiques ne nécessitent comme par exemple entre le département et la Métropole. Des spots radio et des vidéos seront mises à disposition, sans parler de l'affichage massif qu'il faudra organiser partout. Dans une démarche de proximité, cela passera grandement par nos unions locales. De nombreuses d'entre elles ont d'ailleurs déjà réuni leurs syndicats et se sont donnés des plans de travail communs et coordonnés. C'est aussi cela faire vivre le fédéralisme dans une démarche de double besogne. Le Congrès Confédéral de Mars prochain sera capital en ce sens-là. C'est la nature même de notre syndicalisme

qui sera interrogée. Quoiqu'il se passe il y aura une CGT mais laquelle et pourquoi faire ? Là est la question. Les débats de ce congrès peuvent nous permettre d'avoir un premier échange, mais il sera nécessaire de faire du 53^e, le congrès de tous les syndicats.

En cette période d'affrontement aigu entre le capital et le travail, occasionnant la souffrance grandissante de millions d'entre nous, il est de notre responsabilité, comme disait Hélène, « d'être pleinement la CGT et de l'être encore plus ». De plus en plus des nôtres prennent conscience que leurs souffrances sont dues à la rapacité d'une minorité de possédants qui les exploitent. La crise c'est eux, la vie chère c'est eux, le chômage c'est eux, les désastres écologiques c'est eux, la guerre c'est eux, et comme nous le disions, « la solution c'est nous ». Les inégalités criantes générées par un capitalisme au bout de ses contradictions sont de plus en plus insupportables. Nous devons donc tout mener de front : Mettre en mouvement les travailleurs, et reconstruire en même temps une grande CGT visant la double besogne et vivant le fédéralisme permettant au monde du travail de changer réellement les choses. Pour cela, nous pouvons être fiers de notre histoire et confiants en nos capacités actuelles à inverser le cours des choses.

C'est ce que nous montrent nos camarades raffineurs, en grève depuis des semaines. 23 jours de grève à ESSO, 16 jours à Total où la grève est toujours en cours avec la quasi-totalité des raffineries du pays à l'arrêt. L'UD vous propose d'ailleurs d'ouvrir une caisse de solidarité. Total c'est 16 milliards de bénéfices l'an dernier, probablement plus de 30 cette année. Certains pays n'ont pas ça en PIB. C'est 7 milliards de dividendes versés cette année plus une nouvelle avance de 2,7 milliards. Et pour les salariés, quasiment rien, alors que leurs revendications seraient chiffrées à seulement 300 millions. Ce patronat « jusqu'aboutiste », sans argument, a décidé de ne plus rien partager. Il ne vit plus que pour se goinfrer en écrasant l'ensemble du monde du travail par la répression et l'interdiction de se défendre par la grève. Et c'est ce que ressentent des millions d'entre nous. La déferlante médiatique jouant à fond la division n'y fait rien. Une majorité de Français soutient la grève parce qu'elle cristallise toutes les injustices et les souffrances que vivent des millions des nôtres depuis si longtemps. Aujourd'hui nous sommes tous en grève, et avec nous des centaines de milliers de travailleurs dans le pays, y compris nos camarades de ESSO, contraints à la suspension de la grève par de honteuses réquisitions. Dans tous les départements les salariés vont manifester pour l'augmentation des salaires et pour le droit de se défendre. Oui depuis quelques jours il se passe quelque chose dans le pays mes camarades, depuis ces centaines de rassemblement spontanés qui ont eu lieu à l'annonce des menaces du gouvernement. Il est parfois des moments de bascule où la coupe est pleine et où les travailleurs se mettent en mouvement. Ça suffit. Point trop n'en faut diraient certains. L'avenir dira si nous vivons un de ces moments. Mais c'est maintenant que la CGT doit se hisser à la hauteur des enjeux, et être le moteur de ce soulèvement dont les travailleurs ont tant besoin. Nos organisations doivent se réunir et réunir d'urgence des assemblées générales partout où nous sommes. Nous demandons que dans les heures qui viennent soit convoqué un CCN extraordinaire pour trouver les modalités de la mise en action de l'ensemble de nos forces, et construire ce puissant mouvement social que 70% des français attendent selon ce fameux sondage du mois d'aout, pour enfin changer les choses.

Au moment où se mettent en place ce qui peut ressembler à des conditions historiques d'une « croisée des chemins », permettez-moi de conclure cette longue introduction par 2 vers aussi courts que magnifiques que Louis ARAGON écrivait dans sa jeunesse, et qui peuvent à eux seuls, résumer ce long rapport :

« Prolétariat, connais ta force,
Connais ta force, et déchaîne là ».

Vive le 58^e congrès

Vive l'union départementale CGT des Bouches du Rhône

Vive la CGT